



Independent observer
of the Global Fund

NOUVELLE RECHERCHE SUR L'IMPACT DE COVID-19 SUR LES JEUNES ET LE VIH EN OUGANDA

Comme vous le savez grâce à notre numéro spécial sur la Conférence internationale sur le SIDA (OFM 133), SIDA 2022 s'est tenu à Montréal du 29 juillet au 2 août.

Le programme de la conférence était peu détaillé, ce qui signifie que choisir les sessions auxquelles assister revenait à jouer à la loterie. Heureusement, la taille de la conférence était loin d'atteindre celle des réunions précédentes, ce qui signifie qu'il y avait moins de choix à faire. L'article plus impressionnant que j'ai entendu a été présenté par Brian Ssekajja, un assistant de projet de Reproductive Health Uganda (Santé Reproductive Ouganda). Son exposé, intitulé "L'impact des mesures de prévention COVID-19 sur la vie des jeunes vivant avec le VIH/sida en Ouganda", a suscité la réflexion.

M. Ssekajja a noté que l'Ouganda a connu la plus longue période de confinement COVID-19 au monde, avec des écoles totalement ou partiellement fermées pendant plus de 83 semaines. Cette mesure, ainsi que d'autres mesures telles que les couvre-feux, l'auto-isolement, l'interdiction des transports publics et des rassemblements, ont eu un impact significatif sur l'accès des jeunes aux informations et aux services de prévention du VIH et, tout aussi important, sur leur vie en général.

Il a rendu compte d'une étude utilisant des méthodes mixtes qui comprenait notamment des discussions de groupe et une enquête en ligne mobile. Cette étude a examiné l'impact des mesures de prévention sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes (SRHR en anglais, PSSR en français) parmi près de 700 jeunes en Ouganda. Tous les répondants avaient entre 18 et 30 ans et étaient répartis équitablement entre hommes et femmes. Les conclusions qualitatives montrent que les groupes de soutien n'ont pas pu se réunir. Les services médicaux tels que l'accès aux médicaments, les tests de charge virale et les contraceptifs ont été perturbés ; par exemple, 55% des personnes qui avaient besoin

d'un test pour les infections sexuellement transmissibles (IST) incluant le VIH et/ou d'un traitement n'ont pas pu accéder aux services.

Le manque d'informations crédibles a été une pierre d'achoppement majeure. Ssekajja a constaté que 34% des hommes et 29% des femmes avaient peur d'attraper l'infection au COVID-19 dans les établissements de santé. En outre, les personnes interrogées ont ressenti une stigmatisation et une vulnérabilité accrues au sein de groupes déjà vulnérables.

Il n'y a rien de révolutionnaire dans ses recommandations, elles relèvent toutes du bon sens :

- Les services de prévention, de soins et de traitement du VIH doivent rester cruciaux à tout moment, y compris en cas de pandémie.
- Donner la priorité à la santé mentale des jeunes vivant avec le VIH.
- Combattre la stigmatisation.
- S'attaquer aux problèmes de rupture de stock, de distribution et d'adhésion aux médicaments antirétroviraux (ARV).
- Garantir l'accès à la prophylaxie pré et post-exposition (PrEP et PEP).
- Intégrer l'éducation sexuelle dans l'apprentissage en ligne.
- Fournir un soutien économique aux jeunes, y compris à ceux qui vivent avec le VIH.

Ce qui est significatif, c'est qu'il s'agissait d'une véritable étude de l'impact de COVID-19. Nous savons que les jeunes ont souffert, ce qui nous a manqué, ce sont les données. Cette étude de cas nationale fait partie d'une étude menée dans six pays et permettra de faire la lumière sur le coût non comptabilisé de cette pandémie. C'est une recherche à suivre de près.

[Read More](#)
